

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 5 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUMIRIKO Rubber Compounding France**

Usine des Caillots  
58300 Decize

Références : 230663  
Code AIOT : 0005401335

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France, implanté Usine des Caillots - 58300 Decize. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots - 58300 Decize
- Code AIOT : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80), et en emploie actuellement un environ 90 salariés (sur deux entités, une dédiée à la production SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE : environ 40 salariés et une dédiée à la R&D : 50 salariés). La société ANVIS, qui était actuellement locataire d'une partie du site, a déménagé en début d'été 2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 19.5 modifié par AP 2018	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 28.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Surveillance effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art 37.2 modifié par AP 2018	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 6.3	/	Sans objet
2	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 4.1	/	Sans objet
3	Registre	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 6.3	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article Art. 1	/	Sans objet
5	Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article Art. 1	/	Sans objet
6	Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article Art. 14.2 modifié par AP 2018		
7	Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 14.3 modifié par AP 2018	/	Sans objet
10	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 29	/	Sans objet
12	Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 11.4	/	Sans objet
13	Entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 10	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au départ d'ANVIS et à l'arrêt des 2 chaudières (2 x 10,5 MW), l'exploitant a mis à jour sa situation administrative à la demande de l'inspection. Concernant les rejets aqueux, l'exploitant ne surveille aujourd'hui que les substances mentionnées dans son arrêté préfectoral complémentaire du 6/12/2018 + le Zinc. Cependant, il est susceptible d'émettre d'autres substances puisque le rejet n°2 récupère aussi les eaux de lavage de sol, ce qui n'est pas conforme à ce qui est écrit dans l'arrêté préfectoral. Celui-ci sera mis à jour dans le cadre du travail en cours sur RSDE. Le site est en zone d'aléa moyen et fort du PPRi de la Loire, soit susceptible d'être submergé par des hauteurs d'eau allant de 0,50 m à 2 m 50, il doit donc disposer d'un plan d'action pour éviter qu'en cas d'inondation les produits susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés. Les dernières analyses de poussières et piézomètres n'ont pas pu être montrées, elles seront transmises à l'inspection dès qu'elles auront été réalisées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dérogations aux restrictions peuvent être accordées, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires pour : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives relatives à la gestion de la ressource en eau prévue dans les autorisations administratives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en

<p>œuvre permettent des économies substantielles d'eau ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des activités avec des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile ;</li> <li>- des activités avec des motifs impérieux de sécurité de l'outil industriel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas de dérogation demandée pour l'instant.</p> <p>Le site est passé en alerte renforcée sécheresse le 18/10/2023, ce qui impose à l'établissement de baisser les prélèvements d'eau de 20 %. Les prélèvements sont en baisse de 10 à 15 % ce trimestre par rapport à la même période l'an dernier du fait de l'arrêt d'une partie des activités (ANVIS). De 2019 à 2022, les prélèvements avaient baissé de 15 %. Une étude technico-économique a été demandée par arrêté préfectoral du 23 juin 2023, ce qui n'exonère pas SUMIRIKO de respecter l'AP cadre en vigueur. L'exploitant devra baisser ses prélèvements ou demander une dérogation s'il est dans l'impossibilité de réduire ses prélèvements d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Réduction des prélèvements/consommations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si la consommation est supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> par an :</p> <p>Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. (AM du 30/06/2023 : baisse de 10 % des prélèvements en alerte renforcée + remplissage Démarches Simplifiées)</p> <p>La priorisation des usages peut conduire à des réductions supplémentaires, voire à l'arrêt des prélèvements.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage à grande eau), sauf impératif sanitaire, maintien de la sécurité</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La baisse des prélèvements d'eau est de 12 % en moyenne par rapport à la moyenne hebdomadaire du fait de l'arrêt d'activité d'ANVIS en juillet. L'exploitant enverra chaque semaine l'état de ses prélèvements en eau sur démarches simplifiées (<a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>) à compter de la date de passage au seuil d'alerte renforcée (le 18/10/2023), conformément à l'article 2-IV de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article Art. 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation est supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> par an : Tenue d'un registre quotidien pour tout prélèvement supérieur à 100 m <sup>3</sup> /jour
<b>Constats :</b> Le registre est renseigné de manière quotidienne aussi bien pour les prélèvements AEP que pour le pompage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des rubriques
<b>Constats :</b> Le tableau de l'article 1 de l'AP du 6/12/2018 n'est plus à jour. Par courrier électronique du 7 juin 2023, l'exploitant a informé l'inspection du remplacement de 2 chaudières gaz (mises à l'arrêt) par des équipements à condensation gaz. La société ANVIS a également déménagé depuis l'été 2023. L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 16/11/2023 une mise à jour des rubriques dont il relève dorénavant avec les volumes d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Prévention pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet sont au nombre de 2 : - R1 : Eaux domestiques - R2 : eaux pluviales + eaux de refroidissement
<b>Constats :</b> Le rejet R2 comprend aussi les eaux de lavage des sols et des machines. Dans le cadre du travail en cours sur RSDE, ces effluents seront pris en compte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 14.2 modifié par AP 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation
<b>Prescription contrôlée :</b> réseau AEP : limité à 175 m <sup>3</sup> /jour ouvré Aron : 7 920 m <sup>3</sup> /jour ouvré
<b>Constats :</b> moyenne journalière pompage Aron : 1 800 m <sup>3</sup> moyenne journalière prélevée réseau AEP : 20 m <sup>3</sup>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prévention pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 14.3 modifié par AP 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> DCO : 125 mg/l, MES : 35 mg/l, HCT : 10 mg/l
<b>Constats :</b> Les substances surveillées aujourd'hui au niveau du rejet R2 sont : la DCO, les MES, les HCT et le Zinc. Pas de dépassement des VLE pour ces 4 substances surveillées annuellement. GIDAF doit être renseigné cependant. D'autres substances sont susceptibles d'être émises compte tenu de la présence également des eaux de lavage de sol qui rejoignent R2 après décantation et filtration. Une recherche des substances dangereuses spécifiques susceptibles d'être émises au regard des activités du site sera à réaliser dans le cadre de travail en cours sur RSDE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prévention pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 19.5 modifié par AP 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limite des rejets : 40 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé de mesures d'analyse de poussières en 2022. Il indique qu'un cahier des charges a été rédigé et envoyé à 2 prestataires pour chiffrage et réalisation des analyses en 2023. Visite de l'organisme LECES le 13/11/2023 pour chiffrage suite envoi cahier des charges. L'exploitant recevra le devis fin novembre 2023 pour une réalisation des mesures prévue début 2024. <b>Le résultat de ces mesures sera envoyé à l'inspection à réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 28.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inondations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures doivent être prises pour éviter qu'en cas d'inondation les produits susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés.</p> <p>Pour ce faire, les stockages situés en zone d'aléas faibles doivent être ancrés, les autres récipients et les produits en vrac doivent être stockés à une cote altimétrique supérieure à celle des plus hautes eaux connues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne connaît pas la cote de référence du PPRI de la Loire, il n'est donc pas en mesure de mettre les équipements sensibles ou substances polluantes hors d'eau en cas d'inondation (les bâtiments ne sont pas étanches, il n'y a pas de batardeau). À l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, des équipements électriques sont à même le sol, le sol est souillé.</p> <p>L'exploitant devra se renseigner sur l'inondabilité de son site afin de prendre les mesures utiles.</p> <p>L'exploitant s'est renseigné et indique que le site est classé en zones B2/B3 du PPRI de la Loire à Decize :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le secteur B2 correspond à la zone urbanisée, en aléa moyen, susceptible d'être submergée par une hauteur d'eau comprise entre 0,50 m et 1,00 m .</li> <li>- Le secteur B3 correspond à la zone urbanisée, en aléa fort, susceptible d'être submergée par une hauteur d'eau comprise entre 1,00 m et 2,50 m .</li> </ul> <p><b>Un plan d'actions sera à établir par l'exploitant d'ici 3 mois pour éviter qu'en cas d'inondation les produits susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art. 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès, surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être clôturé (h=2m) sur toute sa périphérie. Accès surveillés ou, à défaut, fermés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Gardien 5j/7, sinon astreinte.</p> <p>Surveillance caméra du site 24h/24, report de l'alarme incendie et du dispositif de coupure d'isolement des eaux de rejets au niveau du poste de garde.</p> <p>Site clôturé.</p> <p>Double système de barrière</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 11 : Surveillance effets sur l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article Art 37.2 modifié par AP 2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> prélèvement et analyse 2 fois par an : 4 piézos Usines des Caillots et 3 piézos Site Hangar Brochard
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site Hangar Brochard n'est plus surveillé car il n'est plus exploité. Sur les 4 piézos de l'Usine des Caillots, il n'en n'existe plus que 3, le 4ème étant situé là où la chaufferie a été démantelée. Le dernier rapport date de juillet 2022. L'exploitant n'a pas réalisé les analyses prévues en 2023. Le cahier des charges a été rédigé. La commande a été passée pour une prestation fin 2023. <b>Dès réception du rapport début 2024, les données seront saisies sur GIDAF et l'inspection sera informée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 12 : Prévention pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. La vidange de cette capacité ne doit pas se faire par gravité. Le dispositif permettant la vidange doit se faire manuellement.
<b>Constats :</b> Un réservoir contenant un liquide dont la composition est à préciser à l'inspection est posé sur une rétention plus petite, le produit coule donc à côté de la rétention. L'exploitant mettra une rétention adaptée. Par mail du 16/11/2023, l'exploitant a transmis une photo d'une rétention adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : Entretien et maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit entretenir en bon état et vérifier les matériels, appareils et réseaux nécessaires à [...] ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.  Pour ce faire il doit procéder ou faire procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnage, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il doit diligenter sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il doit justifier que ces mesures sont suffisantes et doit conserver les justificatifs de leur réalisation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'épisode de grêle du mois de juillet, il existe encore des parties de toiture cassées, malgré les gros efforts de SUMIRIKO pour bâcher une importante surface de bâtiment. Le jour de l'inspection, il pleuvait et l'eau coulait dans les ateliers, mouillant les machines, dont les parties électriques non prévues pour être dans l'eau. L'exploitant a demandé que cette fuite soit traitée durant l'inspection. Il enverra à l'inspection des preuves de la mise en place d'une étanchéité de la zone.</p> <p>Au 16/11/2023, le toit de cette zone est bâché. Il n'y a plus de fuites sur les installations et armoires électriques situées en dessous.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet